

Embarquement sur fond de polémique de 170 militaires burundais pour la Somalie

PANA, 04 juin 2016 Bujumbura, Burundi - Un contingent de 170 militaires burundais a embarqué samedi de l'aéroport international de Bujumbura, pour une mission de maintien de la paix sous la bannière de l'Union africaine en Somalie (Amisom), au moment où d'autres voix hostiles réclament leur rapatriement pour s'occuper prioritairement de la crise interne au pays d'origine, a-t-on appris de source proche du ministère de la force de défense nationale et des anciens combattants. Le contingent de 170 nouveaux militaires burundais est parti pour relever d'autres compagnons armés fin de mission en Somalie, a précisé le Porte-parole de la Fdnac, cité par la radio publique.

Le responsable militaire s'en est pris vivement à ceux des milieux locaux qui mènent campagne depuis un certain temps pour que les soldats burundais soient rapatriés afin de s'occuper prioritairement de la sécurité dans le pays d'origine. Les militaires burundais sont engagés dans la lutte contre le terrorisme international et ceux qui demandent leur retrait font l'affaire des «terroristes», a-t-il déclaré en lançant une flèche en direction des milieux politiques de l'opposition et de la société civile les plus hostiles. Par ailleurs, l'Union européenne (UE) et principale financière de l'Amisom n'a coupé une partie des subsides aux seuls militaires burundais, a rassuré la même source. Dès après le colonel Barutaza la décision de l'UE de faire des économies de l'ordre de 20% sur les dépenses financières destinées habituellement à l'Amisom, depuis le début de cette année, est valable pour tous les pays contributeurs de troupes. Le sort de près de 3.000 autres militaires et policiers burundais engagés au sein de la mission des Nations unies de maintien de la paix et République Centrafricaine (Minusca) commence également à faire polémique. Le gouvernement burundais nie avoir à ce jour, notifié officiellement par les Nations Unies de leur décision de se passer, dans un premier temps, des services de plus de 270 policiers burundais engagés dans la Minusca, toujours à cause de la situation de crise politique et des droits humains depuis plus d'un an dans le pays d'origine. Certains éléments de la police nationale sont sur la selle pour le rôle répressif assumé dans le rétablissement de l'ordre public au cours des mois passés d'un mouvement populaire de contestation du troisième mandat présidentiel, jugé contraire à la loi dans les milieux politiques de l'opposition. Le Burundi totalise plus de 5.000 militaires en Somalie, ce qui en fait le second contingent le plus important sur le terrain de la lutte contre El Shebaab, de jeunes insurgés islamistes contre le pouvoir central à Mogadiscio, la capitale somalienne. Des intervenants en importance au sein de l'Amisom étant, notamment, des militaires d'origine ougandaise, éthiopienne et kenyane qui essuient surtout des attaques suicidaires répétées de la part des combattants islamistes depuis les premiers déploiements, en 2007.